

Pauvreté et croissance en Europe

Etre pauvre en 2009. En France, en Europe Nous avons tous le sentiment de savoir ce qu'est la pauvreté, mais sa définition précise et la limite entre ceux qui en souffrent et les autres n'est pas aussi évidente !

Etre pauvre c'est ne pas avoir le nécessaire pour subvenir à ses besoins essentiels (dictionnaire).

Mais quels sont ces besoins ? Voiture, ordinateur, télévision, téléphone portable ... Sont-ils essentiels ? Il y a sûrement autant d'avis que de personnes !

C'est pourquoi les économistes et les sociologues ont déterminé que la pauvreté s'inscrirait en dessous d'une fraction du revenu médian.

Le revenu médian partage la totalité de la population en 2 parties égales : ceux qui disposent d'un revenu supérieur et ceux qui disposent d'un revenu inférieur (le revenu moyen étant la somme de tous les revenus divisée par le nombre d'habitants concernés).

La définition de la pauvreté est donc relative au revenu médian et non pas comme aux USA à une somme fixe réévaluée chaque année avec l'inflation et qui ignore l'enrichissement global de la société.

- En 2007, en France, le revenu médian était de 1513 E mensuel (50 % de la population gagnait plus, 50 % gagnait moins).

On a pris successivement comme seuil de pauvreté (en deçà duquel on est considéré comme pauvre) 40 %, puis 50 % en France, actuellement, à l'échelon européen ce seuil est fixé à 60 % du revenu médian.

En France, en 2007, étaient considérés comme pauvres ceux qui disposaient de moins de 60% du revenu médian soit 908 E. Depuis 1970, ce seuil a doublé en euros constants. Il varie bien sûr avec le nombre de personnes vivant dans le foyer. Mais, en France, depuis 1990, la diminution de la pauvreté (la proportion de pauvres) s'est arrêtée (19,1 % en 1970, 14,7 % en 1990 et 13,4 % en 2007).

En Europe environ 16 % des habitants disposent d'un revenu inférieur à 60 % du revenu (national) médian et sont donc considérés comme pauvres (ce qui recoupe les faits suivants : 36 % des Européens ne peuvent pas partir en vacances et 10 % ne peuvent se chauffer convenablement).

Les disparités sont grandes entre les pays nordiques et la France d'un côté où la pauvreté se situe autour de 12 à 13 % et les pays méditerranéens, le Royaume-Uni et l'Irlande où le taux de pauvreté est compris entre 18 et 20 % de la population.

Cependant, certains sont très en dessous de ce seuil : ils sont très pauvres. Pour ne pas les négliger, on a retenu une mesure : l'intensité de la pauvreté qui est la différence entre le seuil de pauvreté et le revenu moyen de ceux qui sont dessous : plus cette différence est grande, plus pauvre est la population concernée.

(Ces définitions ne tiennent pas compte des avoirs, en particulier de la possession d'un logement, mais la faiblesse des revenus est souvent liée à l'impossibilité d'accéder à la propriété.)

L'intensité de la pauvreté est plus forte quand la protection sociale est faible et ciblée (âge, situation)

Etre pauvre finit par interdire l'accès à de nombreux services et avantages : la pauvreté est un facteur d'exclusion (renoncement aux soins, arrêt des études sans diplôme, impossibilité d'emprunter à faible taux ou à long terme ...)

Dans nos sociétés, depuis longtemps, pour pallier l'absence totale de revenus, la charité puis l'assistance ont assuré un minimum de ressources. Ces dispositifs ont ensuite été étendus aux plus démunis. C'est pourquoi d'après G. Simmel (début du XXe siècle), c'était l'assistance qu'une personne recevait publiquement de la collectivité qui déterminait son statut de pauvre. De nos jours, la multiplicité des aides ferait de nous tous des assistés, on peut néanmoins conserver cette définition pour ceux qui ne peuvent pas retourner grand chose à la collectivité.

Ces aides sont prises en compte dans les modes de calcul précédent : sans les prestations sociales, plus d'un quart des européens seraient sous le seuil de pauvreté.

Les transferts sociaux diminuent le nombre de pauvres ainsi définis en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas ; ils augmentent le revenu moyen en Belgique, en Irlande et au Royaume-Uni. Ils ont peu d'incidence en Italie, en Grèce et au Portugal où les prestations sociales sont faibles.

Le revenu médian est très variable au sein de la Communauté Européenne : il varie de 1 à 10 entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres, mais être pauvre dans un pays riche ne signifie cependant pas être à l'abri : les coûts y sont plus élevés et le même revenu n'assure pas le même pouvoir d'achat. La parité de pouvoir d'achat tient compte de cette variable et ramène les écarts de 1 à 4, ce qui est encore énorme.

C'est le pouvoir d'achat qui détermine en grande partie le niveau de vie, et les niveaux de vie entre les pays de ME sont très différents : en parité de pouvoir d'achat, le revenu médian français est le double du revenu médian portugais, trois fois et demie celui de la Pologne.

En Roumanie, 47 % des ménages ne disposaient pas d'eau chaude en 2001 et 33 % étaient privés de WC intérieurs (2 % et 2 % en France) ... où l'on retrouve l'exclusion : exclusion de commodités dont nos ancêtres étaient privés, mais dont la disposition paraît maintenant normale et légitime.

C'est la privation de ce dont dispose la majorité qui détermine le sentiment d'exclusion et définit la pauvreté par rapport au revenu médian (pour P. Townsend, la pauvreté est l'exclusion des modes de vie courants dans une société.)

Le sentiment de pauvreté peut enfin être fortement accentué par les inégalités criantes, les incitations constantes à consommer, la pression sociale et l'exhibition de signes de richesse ostentatoires.

Comment des sociétés qui s'enrichissent régulièrement depuis de longues années peuvent-elles maintenir de telles inégalités ? Comment en sortir ? C'est ce à quoi un prochain article essaiera de répondre.